

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1824 - 18 novembre 1993 - 3 F

D 1824 HAÏTI: INTERVIEW DU PREMIER MINISTRE ROBERT MALVAL

Le 21 octobre 1993 un de nos correspondants en Haïti interrogeait le premier ministre Robert Malval, nommé par le président Aristide le 24 juillet dernier et approuvé par le Parlement un mois plus tard. M. Robert Malval présentait son gouvernement le 2 septembre.

Les difficiles communications avec Haïti expliquent que nous n'ayons pu obtenir le texte de cette interview exclusive que le 6 novembre dernier. Cela ne retire rien à l'intérêt de ces déclarations.

Note DIAL

Question: Quels sont les espoirs et les obstacles dans le processus en cours devant aboutir au retour du président Aristide?

Les obstacles sont nombreux et revêtent un triple aspect politique, social et psychologique. En effet, le gouvernement n'a pas les moyens de rassembler ses forces et de les organiser pour faire échec aux différents groupes armés qui tentent de le déstabiliser, souvent avec la complicité de certaines unités des Forces armées d'Haïti (FADH). Il n'a pas non plus les moyens économiques de mener une politique sociale qui lui permettrait de soulager les souffrances d'une population réduite à une misère extrême. Enfin, le gouvernement n'a pas les moyens de communication dont il aurait besoin pour contrer une campagne systématique de désinformation visant à créer l'impression ou à donner la perception de son impuissance. Cependant, dans cette transition difficile, les forces démocratiques jouissent de deux atouts majeurs: l'appui inconditionnel de la communauté internationale et le fait que les forces obscurantistes qui s'opposent au processus n'ont aucune option ni aucune alternative à offrir au pays. Leur violence peut être comparée aux spasmes d'une bête mourante. Elle est tragique et inacceptable et ne peut les conduire qu'à l'impasse.

Q. - Comment faire du retour d'un président exilé par un coup d'Etat le retour de la démocratie?

La démocratie ne peut reposer que sur un consensus et le consensus ne peut s'obtenir que par un compromis historique entre toutes les forces démocratiques. Il faut, en effet, un dénominateur commun qui est la volonté de résister fermement et pacifiquement au fascisme. Pour cela, il est indispensable d'élargir le pouvoir démocratique à des secteurs qui n'ont pas directement appuyé le projet du 16 décembre (NDLR: l'élection présidentielle de 1990) mais qui en acceptent les grandes lignes.

Q. - Comment institutionnaliser la Démocratie, comment la rendre irréversible? Quelles sont vos priorités?

L'élargissement du pouvoir est un des moyens les plus sûrs d'institutionnaliser la démocratie et de la rendre irréversible. Les priorités du gouvernement sont de créer les conditions politiques susceptibles de faciliter le dialogue en éliminant les anathèmes et en posant ouvertement les grands problèmes de société auxquels nous sommes confrontés. Ces nouvelles conditions doivent susciter également un regain de confiance dans l'avenir de notre pays chez tous ceux qui ont des capitaux et qui souhaitent les investir. Enfin, le gouvernement qui a déjà déclaré la guerre au crime et à la corruption a la détermination de réconcilier la morale et la politique. Bref, nos priorités visent à préparer une révolution culturelle dans nos manières de conquérir le pouvoir et de le gérer.

Q. - Deux ans après, comment comprenez-vous le coup d'Etat, que représente-t-il? Quel était son projet et pourquoi a-t-il échoué?

Aux yeux de ses promoteurs, le coup d'Etat marquait plutôt un coup d'arrêt à ce qu'ils qualifiaient eux-mêmes de "dérive lavalassienne". Son projet était de revenir à un statu quo ante dans un monde en pleines mutations. Ceux qui l'ont conçu n'avaient ni l'étoffe des visionnaires, ni le talent d'hommes d'Etat, ni le sens de l'histoire qui leur aurait montré qu'ils allaient à contre-courant.

Q. - Si, comme on le dit ici, l'Eglise officielle a soutenu le putsch, l'Eglise des pauvres a été persécutée. Compte tenu de la culture haïtienne et de l'histoire récente, comment voyez-vous le problème aujourd'hui? Comment apurer le contentieux? Comment remobilise toutes les forces pour répondre aux vrais problèmes: la violence et la misère?

L'impopularité actuelle de l'Eglise officielle est imputable à ses prises de position au moment où le peuple haïtien avait besoin de son soutien moral. Cependant, cet affaiblissement de l'Eglise n'est pas une bonne chose pour l'avenir de notre démocratie et il serait souhaitable que les différents courants qui la traversent retrouvent le dialogue. Les uns doivent se réconcilier avec la grande masse des pauvres et les autres doivent laisser de côté leur rhétorique de croisade pour donner à l'Eglise une nouvelle chance d'être un des axes de stabilité de notre société et de se mettre, grâce à ses structures, une fois de plus au service des plus faibles. Dans notre politique de rassemblement, l'Eglise est une des pièces essentielles. Divisée, elle perdra de son prestige et de son efficacité.

(Diffusion DIAL)

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F - Avion Am. lat. 500F - USA-Canada-Afrique 470F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441